à être la principale source de recettes d'exportation. En 1933, on ouvre une mine de fer à Marampa, dans le district de Port Loko, qui produit dès 1938 près de 30 % des recettes d'exportation du pays. Ces deux produits, le fer et les diamants, ont joué un rôle déterminant qui a permis aux Sierra-Léonais ne vivant pas à Freetown d'accéder à l'économie monétaire moderne.

Entre 1951 et 1961, les pouvoirs des représentants officiels de la Grande-Bretagne sont progressivement délégués aux autorités sierra-léonaises élues, qui prennent la responsabilité de certains ministères en 1953 et celle de tous les portefeuilles, sauf les affaires étrangères et la défense, en 1958. Un docteur en médecine, sir Milton Margai, devient ministre en chef en 1954, premier ministre délégué en 1958 et premier ministre lors de l'indépendance, en 1961.

Les années qui suivent l'indépendance : 1961-1968

L'optimisme et les grandes espérances caractérisent les années qui précèdent et suivent immédiatement l'indépendance. De nouvelles routes sont construites, des hôpitaux et des cliniques ouvrent leurs portes et de nouvelles écoles sont créées partout. L'effectif scolaire inscrit au primaire triple entre 1948 et 1958 et, dans la province du Nord, le nombre d'enfants inscrits à l'école primaire passe de 3 291 en 1948 à 24 034 en 1963.

Milton Margai est le premier chef du Parti du peuple de Sierra Leone (SLPP), formé en 1951. Dans les premiers temps, il collabore étroitement avec Siaka Stevens, qui a été secrétaire général du syndicat des mineurs à Marampa dans les années 1940, puis ministre des Mines et du Travail. Peu avant l'indépendance, Stevens rompt ses relations avec Margai et forme un nouveau parti, appelé All Peoples' Congress (APC). Milton Margai meurt trois ans seulement après l'indépendance et son frère, Albert, lui succède. Moins de deux ans plus tard, accablé par des accusations de corruption et de mauvaise administration, Albert Margai commence à parler de l'instauration d'un régime de parti unique.

Les élections générales de 1967 sont capitales. Bien qu'il ait entre-temps désavoué l'idée d'un régime de parti unique, Albert Margai présente des propositions en vue d'instaurer une nouvelle constitution républicaine, s'attirant la méfiance générale. Il accuse l'armée de préparer un coup d'État, ce qui sert de prétexte à une purge du corps des officiers, laquelle déclenche l'agitation entre factions rivales des forces armées. Lors des élections générales de mars 1967, l'inscription et le scrutin sont mal gérés, et des rumeurs de fraude électorale et de corruption se répandent dans le pays. Les résultats officiels donnent 32 sièges à l'APC, 28 au SLPP et six à des indépendants, dont quatre ont déclaré qu'ils appuieraient un gouvernement de l'APC. Le gouverneur général demande donc à Siaka Stevens de former un nouveau gouvernement.

Le même jour, le commandant de l'armée, David Lansana, déclare toutefois la loi martiale et arrête le gouverneur général et Stevens pour avoir violé la Constitution, alléguant que tous les résultats des élections n'ont pas été comptés. Trois jours plus tard, lorsqu'il s'avère qu'il a